



**ARRÊTÉ DDT/2022 n° 448 du 09 décembre 2022**

portant déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement et concernant la gestion d'atterrissements et la protection d'une berge de la Semouse à Magnoncourt.

**LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier des Palmes Académiques**

**VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1, L.214-3 et R.214-32 à 40 et R.214-88 à R.214-103 ;

**VU** le Code rural, en particulier l'article L151-37 dispensant d'enquête publique les travaux d'entretien et de restauration des milieux aquatiques ;

**VU** le Code civil et notamment son article 640 ;

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée pour la période 2022-2027 ;

**VU** le décret du 07 octobre 2021 portant nomination du préfet de la Haute-Saône, Monsieur Michel Vilbois ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 70-2022-06-14-00007 du 14 juin 2022 portant délégation de signature à Monsieur Didier CHAPUIS, directeur départemental des territoires de la Haute-Saône ;

**VU** l'arrêté DDT/2022 n° 396 du 24 octobre 2022 portant subdélégation de signature de Monsieur Didier CHAPUIS, directeur départemental des territoires de la Haute-Saône, à ses collaborateurs ;

**VU** le dossier de déclaration d'intérêt général, déposé le 30 septembre 2022 par la communauté de communes du de la Haute-Comté, enregistré sous le numéro 70-2022-00442 ;

**VU** l'avis de la cellule biodiversité forêt chasse de la DDT du 1<sup>er</sup> décembre 2022 ;

**VU** l'avis de l'office français de la biodiversité du 05 décembre 2022 ;

**VU** le projet d'arrêté adressé pour avis à la collectivité en date du 06 décembre 2022 ;

**VU** l'avis favorable du 08 décembre 2022 de la collectivité sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que les travaux projetés sont destinés à la restauration et remodelage d'une berge affaissée en amont immédiat d'un pont et contre laquelle est appuyée une conduite d'assainissement ;

**CONSIDÉRANT** que les travaux sont également destinés à libérer l'entrée et le débouché de ce même pont ;

**CONSIDÉRANT** que le cours d'eau concerné par les travaux abrite un peuplement piscicole de 1<sup>ere</sup> catégorie, que toute intervention mécanique dans le lit mineur ou susceptible de provoquer des départs de matières en suspension est à proscrire pendant la période du 1<sup>er</sup> novembre au 31 mars afin de ne pas perturber la reproduction de ces espèces ;

**CONSIDÉRANT** que la gestion de la végétation des atterrissements n'est pas préjudiciables aux espèces aquatiques à condition de se faire sans contact avec le lit mineur

**CONSIDÉRANT** que l'intervention doit être réalisée à des périodes permettant d'assurer la préservation des habitats et des espèces naturels en présence ;

**CONSIDÉRANT** que le projet est compatible avec les dispositions du SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 et n'est pas de nature à compromettre l'objectif de bon état écologique et chimique pour la masse d'eau FRDR 10023 la Tenise ;

**CONSIDÉRANT** que des prescriptions spécifiques s'avèrent nécessaires ;

**CONSIDÉRANT** que ce projet, pour sa mise en œuvre, n'entraîne aucune expropriation et ne demande aucune participation financière aux personnes intéressées, que la déclaration d'intérêt général ne nécessite donc pas d'enquête publique ;

## ARRÊTE

### **Article 1 : Objet de la déclaration d'intérêt général**

Est déclarée d'intérêt général au sens de l'article L.211-7 du Code de l'environnement, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté, la réalisation des travaux de gestion des atterrissements et restauration d'une berge de la Semouse sur la commune de Magnoncourt.

### **Article 2 : Bénéficiaire de l'autorisation**

La communauté de communes de la Haute-Comté, représentée par son Président, M. Anthony MARIE, est bénéficiaire de la déclaration d'intérêt général, définie à l'article 1 et est dénommé ci-après « le bénéficiaire ».

### **Article 3 : Nature des travaux**

Les travaux objet du présent arrêté sont situés et réalisés conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration d'intérêt général et respectent les dispositions du présent arrêté.

La localisation et la nature des travaux sont les suivantes :

Parcelles cadastrales	Nature des travaux	Nom des propriétaires
AC n° 159	Entretien atterrissement	M. TISSERAND Régis
AC n° 158		Mme. TISSERAND Geneviève
AC n° 127 - 128		M. PARISOT Jean-Claude
A n° 854 - 855	Protection de berge	Mme BETSCHEN Laurence

### **Article 4 : Régime administratif**

L'opération, objet de la présente déclaration d'intérêt général est soumise à déclaration au titre de la loi sur l'eau selon les rubriques suivantes de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement :

Rubriques	Intitulé	Natures des travaux	Régime
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : 1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) ; 2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D).	Réfection et stabilisation de la berge rive gauche de la Semouse sur 40 mètres	Déclaration

## **Article 5 : Coût de l'opération et financement des travaux :**

Le coût des travaux est supporté en totalité par la communauté de communes. Il n'est demandé aucune contribution financière aux propriétaires riverains des cours d'eau concernés par les travaux.

## **Article 6 : Droit de pêche :**

Conformément à l'article L.435-5 du Code de l'environnement, le droit de pêche des propriétaires riverains concernés par les travaux définis au dossier, hors des cours attenantes aux habitations et aux jardins, est exercé gratuitement pour une durée de 5 ans par une association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique ou à défaut par la fédération de pêche de Haute-Saône.

## **Article 7 : Modalités de réalisation des travaux :**

Le bénéficiaire contacte les riverains concernés avant les travaux afin d'organiser, le cas échéant, les servitudes temporaires de passage nécessaires et obtenir les autorisations relatives à d'autres réglementations.

Les propriétaires riverains sont tenus de laisser libre passage sur leurs terrains aux engins mécaniques, aux entrepreneurs, aux ouvriers et aux fonctionnaires chargés de la surveillance comme de la réalisation, des travaux déclarés d'intérêt général.

Le cahier des clauses techniques particulières, intégré aux dossiers de consultation des entreprises qui réaliseront les travaux, fixe les limites des interventions et expose notamment toutes les précautions à prendre pour éviter la dégradation des sites.

Un plan de circulation est établi au moment de l'implantation du chantier et des travaux afin de limiter au maximum toute dégradation du milieu, les accès au chantier sont matérialisés.

## **Article 8 : Prescriptions**

### **8.1 : prescriptions générales**

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

En application de l'article R. 214-40 du Code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Une nouvelle déclaration d'intérêt général doit être demandée dans les conditions prévues à l'article R.214-91 du Code de l'environnement par la personne qui a obtenu la déclaration initiale ou s'est substituée à celle-ci :

– lorsqu'elle prend une décision, autre que celle de prendre en charge la totalité des dépenses, entraînant une modification de la répartition des dépenses ou des bases de calcul des participations des personnes qui ont rendu les travaux nécessaires ou y trouvent un intérêt.

– lorsqu'il est prévu de modifier de façon substantielle les ouvrages ou installations réalisés dans le cadre d'une opération qui a fait l'objet de la déclaration initiale, ou de leurs conditions de fonctionnement, y compris si cette modification est la conséquence d'une décision administrative prise en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement.

## 8.2 : Prescriptions spécifiques

### I. Avant le démarrage du chantier

Le bénéficiaire organise, avant le démarrage du chantier, une formation pour les entreprises adjudicataires afin de leur présenter les règles liées à la protection du milieu naturel, à la sensibilité du secteur liée à la ressource en eau, les modalités de réalisation des travaux et les procédures à respecter en cas d'accidents ou d'incidents.

Le cas échéant, les zones présentant un enjeu environnemental particulier sont délimitées sur le terrain préalablement à toute opération par la mise en place d'un balisage, les préservant contre toute circulation d'engins.

### II. En phase chantier

Les modalités de réalisation des travaux sont les suivantes :

#### 1) Coupe/élagage de la végétation des atterrissements amont et aval du pont de la RD 10

- Les travaux de coupe ou élagage réalisés en dehors de la période de reproduction de l'avifaune, soit entre le 15 août et le 15 mars.
- Les débris végétaux issus des coupes sont exportés hors de la zone travaillée et déposés hors zone inondable et hors zone humide.
- La renouée fauchée est exportée, stockée sur une zone de rétention et brûlée.
- Les engins et tout le matériel doivent être propres à leur arrivée sur le site d'intervention ainsi qu'à leur sortie afin de ne pas disséminer des morceaux de Renouée ;
- Durant la période de reproduction des salmonidés, l'accès aux atterrissements et le retrait des débris de fauche/coupe se fait sans pénétrer dans le cours d'eau, depuis la berge ou via une embarcation. Si les niveaux d'eau au moment de l'intervention ne permettent pas la mise en œuvre de cette solution technique, les travaux sont reportés.

#### 2) Remodelage et protection de la berge rive gauche

- La mise en œuvre du tressage de saule respecte les préconisations du manuel technique du ministère de l'écologie<sup>1</sup>
- La berge rive gauche est maintenue par la pose d'une protection de type tressage de saules sur une longueur de 40 m. Le pied de berge est modelé en pente douce derrière le tressage de saules. La berge remodelée estensemencée afin d'assurer son maintien.
- La zone de travail est isolée au moyen de batardeaux afin d'éviter tout départ de matières en suspension dans le cours d'eau. Les batardeaux sont déployés afin de cloisonner l'ensemble du linéaire de travail.
- En cas d'assèchement de la zone isolée, les eaux de fouille sont évacuées sur le terrain naturel, suffisamment loin du cours d'eau pour permettre leur décantation.
- Les travaux de protection de berge sont réalisés en situation de faible débit, dans la période comprise **entre le 1<sup>er</sup> juin et le 31 octobre.**

---

1 Ministère de l'Écologie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - Le génie végétal : un manuel technique au service de l'aménagement et de la restauration des milieux aquatiques- la documentation française - 2008

### 3) pour l'ensemble des travaux

- Toutes les précautions doivent être prises pour éviter les pollutions du milieu aquatique (matériel en parfait état d'entretien, stockage prolongé sur une bâche étanche formant cuve de rétention, utilisation d'huile hydraulique biodégradable) et pour éviter la prolifération d'espèces exotiques envahissantes ;
- À la fin du chantier, les rives et les berges qui ont subi des dégradations lors de l'opération doivent être remises en état.

Les travaux entrepris ne doivent pas conduire à une modification du gabarit des écoulements.

#### **Article 9 : Délai de validité de la déclaration d'intérêt général :**

La déclaration d'intérêt général est valable pour une durée de cinq ans à compter du début des travaux.

Elle deviendra caduque, si dans un délai de deux ans à compter de sa date de signature, les travaux concernés n'ont pas fait l'objet d'un commencement de réalisation substantiel.

Un renouvellement de cette autorisation pourra être accordé pour 5 années supplémentaires, sous réserve d'une validation préalable du plan de travaux par le service en charge de la police de l'eau.

**Chaque intervention doit respecter les prescriptions du présent arrêté et faire l'objet d'une information de la DDT. L'information détaille la date et la durée de l'intervention, le linéaire et les volumes concernés, la destination des matériaux extraits.**

#### **Article 10 : Conformité au dossier et modifications :**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et au contenu du dossier de demande d'autorisation et de déclaration d'intérêt général sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande de déclaration et de déclaration d'intérêt général doit être portée, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-40 du Code de l'environnement.

#### **Article 11 : Début des travaux :**

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau de la DDT de la Haute-Saône, 7 jours avant le démarrage du chantier.

#### **Article 12 : Caractère de la déclaration d'intérêt général:**

Le présent accord est accordé à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Le présent arrêté préfectoral vaut accord, au titre de la police de l'eau, pour la réalisation et l'exécution des travaux conformément au dossier déposé.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au Code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

### **Article 13 : Déclaration des incidents ou accidents :**

Le permissionnaire est tenu de déclarer au préfet, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente déclaration d'intérêt général, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou de l'accident pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

### **Article 14 : Accès aux installations :**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation dans les conditions fixées par le Code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

### **Article 15 : Droit des tiers :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 16 : Autres réglementations :**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### **Article 17 : Voies et délais de recours :**

Le présent arrêté est susceptible de recours (*par courrier ou par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*) devant le tribunal administratif territorialement compétent en application de l'article D.514-3-1 du Code de l'environnement :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 18 : Publication et information des tiers :**

Conformément à l'article R.214-37 du Code de l'environnement, une copie de cet arrêté sera affichée à la mairie de la commune de Magnoncourt pendant une durée minimale d'un mois.


Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de la Haute-Saône pendant une durée d'au moins 6 mois.

**Article 19: Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône, le maire de la commune de Magnoncourt, le directeur départemental des territoires de la Haute-Saône, le commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Saône, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vesoul, le 09 décembre 2022

Pour le Préfet et par délégation,  
La responsable de la cellule eau,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a horizontal line and a small flourish.

Emmanuelle CLERC

